

«Les leçons de 2018 ont été tirées»

La conseillère nationale socialiste Valérie Piller Carrard se lance dans la course pour le Conseil d'Etat



Valérie Piller Carrard choisit d'être candidate pour le Conseil d'Etat.

Magalie Goumaz

Gouvernement fribourgeois La conseillère nationale socialiste Valérie Piller Carrard sort du bois. Elle annonce sa candidature pour le Conseil d'Etat, à la suite du retrait de la course de son collègue de parti Christian Levrat.

Vous auriez aussi pu être candidate pour succéder à Christian Levrat au Conseil des Etats. Pourquoi ce choix de l'Exécutif fribourgeois?

Valérie Piller Carrard: Lorsque Christian Levrat a annoncé sa candidature pour le Gouvernement fribourgeois en septembre dernier, je me suis posé la question de sa succession au Conseil des Etats. Mais je suis bien intégrée au sein du Conseil national, j'y ai de l'influence et je ne voyais pas bien ce qu'apporterait un mandat au Conseil des Etats. Par contre, son retrait de la course pour les élections cantonales redistribue les cartes. Je suis motivée pour mener cette campagne et me mettre au service de la population fribourgeoise. Je suis convaincue que je peux apporter quelque chose d'important au canton à travers les compétences que j'ai acquises et le réseau que j'ai constitué au sein des institutions fédérales mais aussi avec d'anciens collègues qui sont aujourd'hui dans des exécutifs cantonaux.

Vous n'y aviez pas songé avant l'annonce du retrait de Christian Levrat? Comme femme et avec votre expérience politique, vous aviez pourtant le profil pour prétendre à la succession d'Anne-Claude Demierre?

L'automne dernier, je n'ai pas vraiment réfléchi à la question. Je savais que Christian Levrat serait candidat, et pour moi les choses étaient claires. J'avais été réélue au Conseil national en 2019 et étais dans une tout autre dynamique. Nous avons eu une discussion et je soutenais entièrement sa candidature.

Ça ne vous a pas heurtée que votre parti, chantre de l'égalité, puisse se retrouver avec deux hommes au gouvernement?

Non car les femmes occupent une place importante dans le parti. Nous sommes deux au Conseil national et il y a une majorité de femmes dans notre députation au Grand Conseil. Il ne faut pas pénaliser des candidatures fortes lorsqu'elles se présentent. Le Parti socialiste a fait

sa part pour promouvoir les femmes en politique et nous attendons plutôt des partis bourgeois qu'ils en fassent de même.

Mais aujourd'hui, n'êtes-vous pas aussi candidate pour rendre service à votre parti, qui se retrouve avec un trou sur sa liste?

Pas du tout. J'ai pris ma décision après avoir mûrement réfléchi et discuté avec ma famille. Je suis candidate parce que je suis convaincue de pouvoir contribuer à relever les défis qui attendent le canton de Fribourg, qu'ils soient d'ordre économique, social, sanitaire ou environnemental. Je me réjouis de mener cette campagne et plus encore de siéger au gouvernement, si le peuple fribourgeois en décide ainsi.

Si vous êtes élue, que laisseriez-vous derrière vous avec un pincement au cœur?

La présidence suisse de Pro Familia. Le soutien aux familles a toujours été une priorité pour moi. Je dirais aussi le travail que je mène actuellement au sein de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture. Les dernières élections fédérales ont modifié les équilibres. Nous travaillons depuis d'une façon beaucoup plus consensuelle et constructive. Cela dit, j'espère retrouver ce même esprit et ce même engagement collectif au sein du Conseil d'Etat.

En 2018, vous avez échoué lors de l'élection complémentaire pour succéder à Marie Garnier. Qu'est-ce qui a changé depuis et vous fait penser que cette fois pourrait être la bonne?

J'ai beaucoup appris de cette campagne de 2018. Elle m'a contrainte à sortir de ma zone de confort. Aujourd'hui, je souhaite toujours que les valeurs que je défends soient mieux représentées au sein du gouvernement, mais c'est une autre élection avec une autre dynamique. Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts depuis. En juin 2019, il y a eu la grève des femmes, qui a mis en exergue l'importance de la représentation féminine dans les instances politiques. La volonté de changement est forte.

Et la personne Valérie Piller Carrard, en quoi a-t-elle changé depuis 2018?

A part quelques rides, j'ai toujours envie de travailler pour le bien commun, avec de nouvelles compétences et expériences acquises à Berne.

Quels souvenirs gardez-vous de cette élection complémentaire de 2018?

J'ai tendance à ne garder que les éléments positifs, en l'occurrence ce sont les échanges avec la population et ses encouragements. Mener une campagne permet d'aller sur le terrain, de se rendre compte des préoccupations des gens. C'est ce qui me reste de cette expérience malgré sa conclusion négative.

Egalement candidate à cette occasion, l'écologiste Sylvie Bonvin-Sansonens dit encore aujourd'hui avoir été blessée par certains propos. De votre côté, regrettez-vous le climat qui s'est instauré entre vos deux partis et qui a tourné à l'avantage du PLR Didier Castella?

Je regrette aussi la tournure prise par les événements. Dans une campagne, chacun défend ses valeurs jusqu'au bout et les candidats sont des dommages collatéraux des stratégies politiques des partis. Mais je crois que c'est derrière nous. Pour moi, nous devons aller de l'avant. J'espère que nous partirons unis avec les Verts et le Centre Gauche, dans une nouvelle campagne avec des objectifs communs. La diversité des candidats de gauche sera une force indéniable pour récupérer ce troisième siège au Conseil d'Etat.

Il n'y aura pas de nouveau duel entre vous deux?

Absolument pas. Les choses sont claires. Les leçons de 2018 ont été tirées, y compris par les responsables des partis. Cette expérience nous a contraints à faire un bilan et elle renforce notre vœu de travailler ensemble et de mettre en évidence nos compétences et profils variés. Unie, la gauche gagne et tout le monde l'a bien compris.

Ces élections s'annoncent plus ouvertes que prévu. Quelle analyse faites-vous aujourd'hui des forces en présence?

Nous aurons un futur gouvernement plus jeune et plus féminin. J'en suis convaincue au regard des résultats des dernières élections. Et si on se réfère aux dernières votations, je sens également une certaine volonté de la population de rétablir un nouvel équilibre politique au Conseil d'Etat qui reflète la société fribourgeoise. Je pense notamment aux scrutins sur l'initiative pour des multinationales responsables, le partenariat économique avec l'Indonésie ou encore l'identité électronique. A Fribourg, avoir cinq conseillers d'Etat de droite et deux de gauche ne correspond pas au climat politique du moment.

Qui est de trop?

Mathématiquement, le PLR.